



Publié le 29/10/2024

**EXTRAIT : QUESTION N° 04**  
**Des délibérations du Conseil d'Administration**  
**Du Centre Communal d'Action Sociale**  
**De la Ville de Saint-Malo**

**Séance du 28 octobre 2024, à 18H30**

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre d'Administrateurs présents : 9

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 22 octobre 2024

**Membres présents** : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame CRANCE – Madame GERVAIS – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

**Absents, excusés et pouvoirs** : Monsieur LAMBERT, excusé – Madame KRAUSS, pouvoir à Mme LEPRIZE – Madame MOREAU, pouvoir à Mme TRONEL – Madame LE GAGNE, excusée – Monsieur CANNEVA, excusé – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée – Monsieur HEISSAT, pouvoir à Mr LEFILLEUL – Madame GUERIN, excusée.

**Président** : Monsieur LURTON

**Secrétaire** : Monsieur THIERRY

## **04- PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES**

L'instruction comptable M57 prévoit que l'assemblée délibérante statue chaque année sur l'état des produits irrécouvrables.

### **Admission en non-valeur**

D'une part, Monsieur le Comptable Public du SGC ayant rapporté les éléments propres à démontrer que, malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas obtenir le recouvrement de certains titres de recette et facturations, en raison d'insolvabilité des redevables, d'adresses inconnues, de décès ou de créances de faible montant.

Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante et la décharge prononcée par le juge des comptes ne mettent pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

L'état transmis par le Comptable Public, présente un montant global d'impayés tous budgets confondus de **1 247,98** euros.

### **Extinction de créances**

D'autre part, l'instruction codificatrice n° 11-022-M0 du 16 décembre 2011, sur le recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, précise que la collectivité est tenue de constater par une délibération l'effacement des créances suite à une procédure de rétablissement personnel ou de clôture pour insuffisance d'actif.

L'extinction de la dette a été prononcée soit par le Tribunal Judiciaire dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (Commission de surendettement des particuliers) soit par le Tribunal de Commerce dans le cadre d'une clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (professionnels).

L'état transmis par le Comptable Public, présente un montant global de créances tous budgets confondus de **633,46** euros.

Dans le détail, le Comptable Public présente sept états de produits irrécouvrables.

La présente délibération a pour objet de déterminer, au vu de l'état présenté par Monsieur le Comptable Public du SGC, les admissions en non-valeur d'une part et l'effacement des créances d'autre part pour l'exercice 2024.

Par ailleurs, le code général des collectivités territoriales dispose dans son article R 2321-2 qu'une provision doit être constituée par délibération lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, ces dépenses étant déterminées par décret en Conseil d'Etat (article L2321-2 du CGCT) elles sont obligatoires (article L 2321-1 du CGCT).

Ainsi, la collectivité a évalué, en concertation avec le Comptable Public, la dépréciation des créances contentieuses, et établi des provisions sur le budget principal du CCAS et sur les budgets FOYERS-LOGEMENTS, SAAD et Soutien aux Familles.

Il est donc opportun, à présent que le risque est avéré et que les admissions en non-valeur ainsi que les créances éteintes sont constatées, de reprendre, une partie de ces provisions pour couvrir la dépense.

### **Budget principal du C.C.A.S.**

- Etat n° 6775780512 portant sur des **admissions en non-valeur**, arrêté à la date du 19 juillet 2024 pour un montant de 352,71 €.

Année	Montant	Motif
2021	20,00	Inférieur au seuil de poursuites
2021	190,91	Poursuites sans effet
2022	22,88	Inférieur au seuil de poursuites
2022	118,92	Poursuites sans effet
<b>352,71</b>		

- Etat n° 6683864112 portant sur des **admissions en non-valeur**, arrêté à la date du 19 juillet 2024 pour un montant de 85,79 €.

Année	Montant	Motif
2021	11,77	Inférieur au seuil de poursuites
2022	65,28	Inférieur au seuil de poursuites
2023	8,74	Inférieur au seuil de poursuites
<b>85,79</b>		

- Etat n° 6665460712 portant sur des **créances éteintes**, arrêté à la date du 19 juillet 2024 pour un montant de 549,26 €.

Année	Montant	Motif
2022	549,26	Surendettement, effacement de dette
<b>549,26</b>		

### **Budget FOYERS-LOGEMENTS**

- Etat n° 6775220112 portant sur des **admissions en non-valeur**, arrêté à la date du 19 juillet 2024 pour un montant de 141,93 €.

Année	Montant	Motif
2021	129,76	Poursuites sans effet
2023	12,17	Inférieur au seuil de poursuites
<b>141,93</b>		

### **Budget SAAD**

- Etat n° 6272410012 portant sur des **admissions en non-valeur**, arrêté à la date du 18 juillet 2024 pour un montant de 565,91 €.

Année	Montant	Motif
2020	47,68	Poursuites sans effet
2021	45,14	Inférieur au seuil de poursuites
2021	243,21	Personnes décédées
2022	36,46	Inférieur au seuil de poursuites
2022	62,49	Poursuites sans effet
2022	65,10	Personnes décédées
2023	65,83	Inférieur au seuil de poursuites
<b>565,91</b>		

### **Budget SOUTIEN AUX FAMILLES**

- Etat n° 6770181312 portant sur des **admissions en non-valeur**, arrêté à la date du 17 juillet 2024 pour un montant de 101,64 €.

Année	Montant	Motif
2017	95,16	Poursuites sans effet
2022	6,48	Inférieur au seuil de poursuites
<b>101,64</b>		

- Etat n° 6666840212 portant sur des **créances éteintes**, arrêté à la date du 17 juillet 2024 pour un montant de 84,20 €

Année	Montant	Motif
2020	15,26	Surendettement, effacement de dette
2021	68,94	Surendettement, effacement de dette
<b>84,20</b>		

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,  
Après avoir délibéré,**

### **APPROUVE**

- L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables proposées par le Comptable Public pour un montant de 438,50 euros sur le budget principal du CCAS et dont le détail figure ci-dessus ;
- L'admission en créances éteintes des créances irrécouvrables proposées par le Comptable Public pour un montant de 549,26 euros sur le budget principal du CCAS et dont le détail figure ci-dessus ;
- L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables proposées par le Comptable Public pour un montant de 141,93 euros sur le budget des FOYERS-LOGEMENTS et dont le détail figure ci-dessus ;

- L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables proposées pour un montant de 565,91 euros sur le budget du SAAD et dont le détail figure ci-dessus ;
- L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables proposées par le Comptable Public pour un montant de 101,64 euros sur le budget du SOUTIEN AUX FAMILLES et dont le détail figure ci-dessus ;
- L'admission en créances éteintes des créances irrécouvrables proposées par le Comptable Public pour un montant de 84,20 euros sur le budget du SOUTIEN AUX FAMILLES et dont le détail figure ci-dessus.

### **APPROUVE**

- La reprise sur provision pour couvrir la dépense des admissions en non-valeur et des créances éteintes du budget principal du CCAS 2024, soit un montant de 271,83 euros ;
- La reprise sur provision pour couvrir la dépense des admissions en non-valeur du budget FOYERS-LOGEMENTS 2024, soit un montant de 129,76 euros ;
- La reprise sur provision pour couvrir la dépense des admissions en non-valeur et des créances éteintes du budget SOUTIEN AUX FAMILLES 2024, soit un montant de 56 euros.

### **AUTORISE**

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

### **ADOpte**

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 12 voix.

**Par délégation,  
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ  
Adjointe au Maire**